

Revenus des ménages

Au troisième trimestre 2024, le revenu disponible brut (RDB) est resté dynamique (+1,0 % corrigé de l'effet des services intermédiaires financiers indirectement mesurés — SIFIM¹, comme au trimestre précédent), soutenu par le dynamisme des prestations sociales et par le repli des impôts sur le revenu payés par les ménages. Les revenus du patrimoine ont ralenti, tout comme les revenus d'activité. Parallèlement, la désinflation se poursuit, si bien que le prix de la consommation des ménages a de nouveau ralenti au troisième trimestre hors effet des SIFIM (+0,2 % après +0,5 % au trimestre précédent). Ainsi, le pouvoir d'achat du RDB des ménages a accéléré à l'été (+0,9 % après +0,5 % au deuxième trimestre, ► [figure 1](#)).

Au quatrième trimestre 2024, le RDB des ménages marquerait le pas (0,0 % hors effet des SIFIM). Les revenus d'activité garderaient le même rythme qu'à l'été (+0,5 %) : dans la fonction publique, la hausse du Smic intervenue au 1^{er} novembre serait modérée par la suppression du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), mais la masse salariale serait portée, d'une part, par le versement des primes pour les Jeux Olympiques et Paralympiques pour certaines catégories d'agents publics et d'autre part, par un emploi public relativement dynamique. Les prestations sociales seraient de nouveau allantes, portées par la revalorisation des retraites complémentaires. Les revenus du patrimoine hors effet SIFIM se replieraient en fin d'année : les produits de taux commencent à répercuter les baisses de taux directeur et la revalorisation de la taxe foncière affecterait le revenu des propriétaires (bailleurs et occupants). Enfin, les prélèvements sociaux et fiscaux sur les revenus rebondiraient en fin d'année, notamment du fait de la hausse attendue du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Le prix de la consommation des ménages hors effet des SIFIM serait quasi stable (+0,1 %), si bien que le pouvoir d'achat du RDB se replierait légèrement au dernier trimestre 2024 (-0,1 %, ► [figure 2](#)).

¹ Les SIFIM en comptabilité nationale mesurent l'activité d'intermédiation bancaire et sont sensibles à la variation des taux d'intérêt interbancaires. Dans un contexte de baisse des taux interbancaires en 2024, les SIFIM commencent à se replier après deux fortes années de croissance en 2022 et 2023. Le RDB est ainsi affecté à la baisse, tout comme le prix de la consommation des ménages, mais l'effet des SIFIM est quasi neutre sur le pouvoir d'achat des ménages (► [éclaircissement](#) sur la mesure des revenus du patrimoine et des SIFIM en comptabilité nationale, décembre 2023).

► 1. Composantes du revenu disponible brut des ménages

(variations en %)

	Variations trimestrielles								Variations annuelles				
	2023				2024				2025				
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2023	2024	2025 acquis
Revenu disponible brut (100 %)	1,4	1,6	1,4	1,6	1,1	0,4	0,9	-0,1	0,4	0,0	8,0	4,2	0,9
<i>Revenu disponible brut hors Sifim</i>	0,8	0,8	1,1	1,4	1,1	1,0	1,0	0,0	0,5	0,1	5,8	4,2	1,3
Revenus d'activité (69 %)	1,0	0,8	1,0	1,4	0,4	0,8	0,5	0,5	0,3	0,2	5,2	3,1	1,3
<i>Masse salariale brute (62 %)</i>	1,0	0,7	1,0	1,5	0,5	0,9	0,5	0,6	0,2	0,2	5,3	3,3	1,3
<i>EBE des entrepreneurs individuels* (7 %)</i>	0,7	1,0	0,9	0,6	-0,1	0,2	0,6	-0,5	0,8	0,0	4,6	1,4	0,8
Prestations sociales en espèces (33 %)	0,9	0,5	0,7	1,4	2,8	1,0	1,2	0,8	1,1	0,5	4,7	6,0	2,9
Revenus du patrimoine, dont EBE des ménages purs (23 %)	5,9	4,9	2,6	1,2	2,0	-1,1	0,2	-1,3	0,0	-0,2	17,1	4,4	-1,3
<i>Revenus du patrimoine hors SIFIM</i>	3,0	1,5	1,2	0,2	2,5	1,3	0,8	-0,9	0,6	0,2	7,0	4,8	0,8
Prélèvements sociaux et fiscaux (-25 %)	3,5	0,7	0,3	0,4	2,6	0,9	-0,4	1,8	0,8	0,8	3,6	4,2	2,8
Prix de la consommation des ménages**	2,4	1,8	1,1	0,5	0,7	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	7,1	2,0	0,2
<i>Prix de la consommation des ménages hors SIFIM</i>	1,7	1,0	0,8	0,2	0,8	0,5	0,2	0,1	0,3	0,2	4,8	2,1	0,7
Pouvoir d'achat du RDB	-1,0	-0,2	0,3	1,1	0,3	0,5	0,9	-0,1	0,2	-0,1	0,9	2,1	0,6
Pouvoir d'achat par unité de consommation	-1,1	-0,4	0,2	1,0	0,2	0,4	0,7	-0,2	0,1	-0,2	0,3	1,5	0,2

■ Prévisions.

* L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

** La dynamique du prix de la consommation des ménages en 2023 diffère fortement de celle de l'indice des prix à la consommation (IPC) du fait de l'effet comptable de la hausse passée des taux interbancaires.

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2023.

Lecture : le revenu disponible brut (RDB) des ménages hors effet des SIFIM a augmenté de 1,0 % au troisième trimestre 2024.

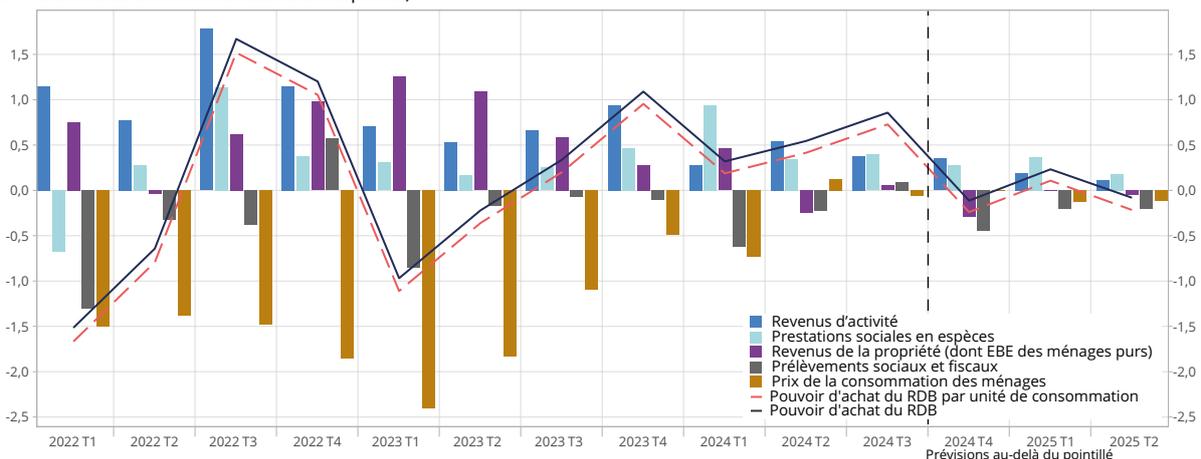
Source : Insee.

Sur l'ensemble de l'année 2024, le pouvoir d'achat global augmenterait davantage (+2,1 %) que la croissance attendue (+1,1 %) et le pouvoir d'achat par unité de consommation (UC) se redresserait (+1,5 % après +0,3 % en 2023) dans un contexte de désinflation (► **figure 3**). En termes réels, les prestations sociales en espèces seraient la principale contribution à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages en 2024, du fait de leur indexation avec retard sur l'inflation passée, notamment la revalorisation des retraites de base de 5,3 % au début de l'année.

Au premier semestre 2025, le RDB des ménages croîtrait en début d'année avant de ralentir au printemps (+0,5 % au premier, puis +0,1 % au deuxième trimestre corrigé de l'effet des SIFIM). Les prestations sociales resteraient dynamiques en début d'année du fait de l'indexation des retraites de base sur l'inflation passée, qui s'appliquerait par défaut en l'absence de loi de financement de la sécurité sociale. Les revenus des entrepreneurs individuels bénéficieraient de la hausse des tarifs de consultations des médecins généralistes effective fin décembre. La masse salariale brute versée aux ménages ralentirait nettement, portée surtout par l'évolution des salaires, alors que l'emploi serait quasi stable. Les prélèvements sociaux-fiscaux progresseraient spontanément plus vite que le revenu début 2025 : en particulier, le rendement de l'impôt sur le revenu se redresserait car la masse salariale versée aux ménages a progressé davantage que l'indice des prix à la consommation en 2024. Un éventuel gel du barème de l'impôt sur le revenu en 2025 n'aurait pas d'effet sur les prélèvements fiscaux payés par les ménages au premier semestre 2025, car elle serait principalement comptabilisée au moment de la régularisation estivale donc au second semestre.

► 2. Variations trimestrielles du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et principales contributions aux variations du RDB

(variations trimestrielles en % et contributions en points)



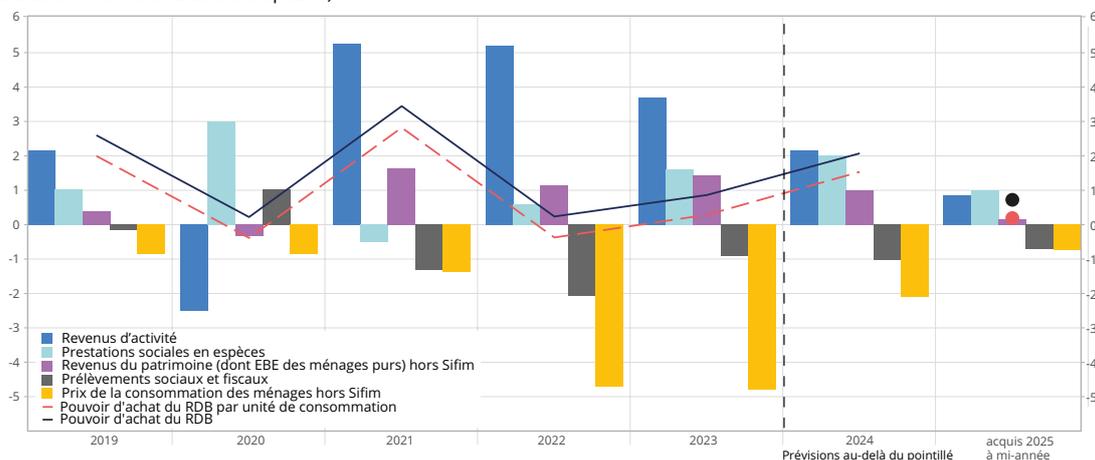
Note : le point de 2025 constitue un acquis à mi-année.

Lecture : le pouvoir d'achat du RDB des ménages a augmenté de 0,9 % au troisième trimestre 2024. Les prestations sociales ont contribué pour +0,4 point à la hausse du RDB des ménages.

Source : Insee.

► 3. Variations annuelles du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM des ménages et principales contributions aux variations du RDB hors SIFIM

(variations annuelles en % et contributions en points)



Lecture : le pouvoir d'achat du RDB (hors effet SIFIM) augmenterait de 2,1 % en 2024. Les prestations sociales contribueraient pour +2,0 points à la hausse du RDB des ménages hors effet SIFIM.

Source : Insee.

Conjoncture française

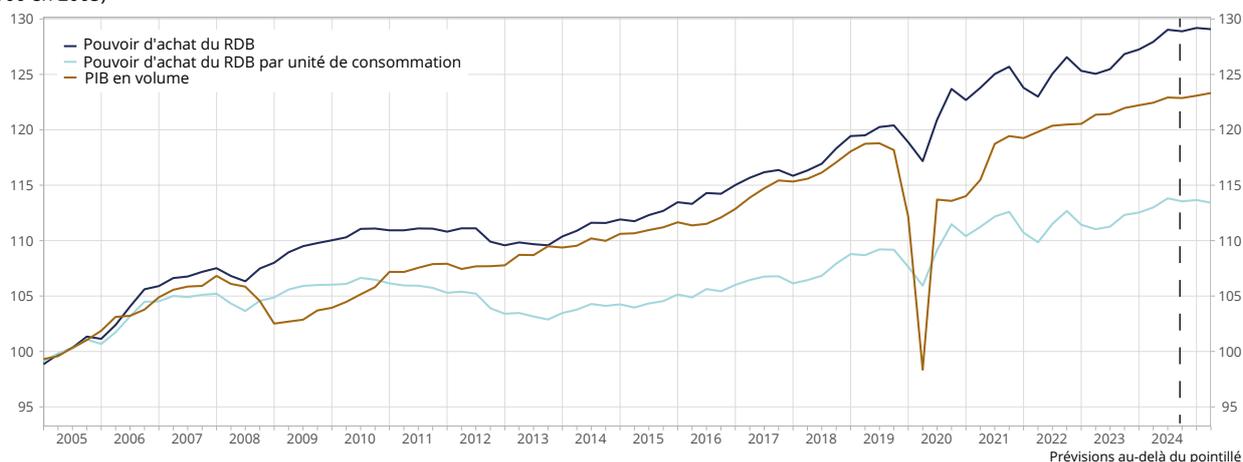
Les revenus des propriétaires rebondiraient mécaniquement au premier trimestre 2025 après une fin d'année 2024 marquée par la hausse de la taxe foncière. En revanche, le reste des revenus de la propriété (hors effet des SIFIM) se contracteraient : les produits de taux répercuteraient les nouvelles baisses attendues des taux directeurs par la BCE ; les versements de dividendes aux ménages par les entreprises ralentiraient, en raison de résultats financiers moins favorables en 2024 ; les autres revenus d'investissement, qui regroupent notamment l'assurance-vie, augmenteraient, comme les encours ; et les taux servis se stabiliseraient.

Enfin, le prix de la consommation resterait modéré au premier semestre 2025 (+0,3 % au premier, puis +0,2 % au deuxième trimestre hors effet des SIFIM), si bien que le pouvoir d'achat du RDB des ménages serait atone sur le semestre mais avec un profil irrégulier au trimestre le trimestre (+0,2 % puis -0,1 %, ► [figure 4](#)).

Pour 2025, l'acquis d'évolution du pouvoir d'achat à mi-année (soit l'évolution annuelle prévue si le pouvoir d'achat restait stable au second semestre, à son niveau prévu pour le deuxième trimestre) est quasi identique (+0,6 %, soit +0,2 % par unité de consommation) à l'acquis de croissance du PIB. ●

► 4. Évolution depuis 2005 du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et du PIB

(base 100 en 2005)



Dernier point : deuxième trimestre 2025.

Source : Insee.